



**Conseil Économique  
et Social**

Distr.  
GÉNÉRALE

TRADE/WP.5/AG.3/2002/3  
15 janvier 2002

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE,  
DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENTREPRISE

Groupe de travail des pratiques juridiques  
et commerciales internationales

Groupe consultatif sur la protection et la mise en œuvre des droits  
de propriété intellectuelle pour l'investissement  
(Quatrième session, 30 septembre 2002)

**Rapport de la visite de consultation dans la Fédération de Russie  
23-24 avril 2001, Moscou, Fédération de Russie**

**Introduction**

1. Le présent rapport contient les conclusions de la visite de consultation effectuée dans la Fédération de Russie par le Groupe consultatif de la CEE-ONU sur la protection et la mise en œuvre des droits de propriété intellectuelle pour l'investissement. L'objet de cette visite était d'examiner, avec des experts désignés par le Gouvernement de la Fédération de Russie et des titulaires locaux de droits, la situation en matière de droits de propriété intellectuelle dans ce pays et d'élaborer en commun des recommandations pour améliorer la protection de la propriété intellectuelle et faciliter ainsi l'élaboration d'un plan d'action par le Gouvernement de la Fédération de Russie.

**Participants**

2. La réunion de consultation avec le Gouvernement de la Fédération de Russie a été animée par des membres du Groupe consultatif (voir l'annexe 1). Ont participé à cette réunion trois membres du Parlement, des représentants de l'appareil administratif de l'État et des Ministères des affaires étrangères, de la culture, du développement économique et du commerce, de la justice, de l'industrie, de la science et de la technologie, de l'intérieur, de la politique antimonopole et du soutien aux entreprises, ainsi que des représentants du Comité national des douanes, de la police fiscale fédérale, de la Cour d'arbitrage de Moscou, de l'Agence russe des brevets et des noms commerciaux (Rospatent) et de l'Institut fédéral de la propriété industrielle.

Des représentants des associations de titulaires de droits et des cabinets internationaux de conseil juridique suivants ont également participé aux travaux: Société des auteurs russes, Association russe des conseils en brevet, Association phonographique russe, Chambre de commerce russe, agence moscovite de la Fédération internationale de l'industrie phonographique et les cabinets Latham & Watkins, Baker & McKenzie, Gorodissky and Partners et d'autres.

3. La liste des participants figure à l'annexe 1 du présent rapport.

### **Débat et recommandations**

4. La réunion a été ouverte par M. Alexander Korchagin, Directeur général de Rospatent. M<sup>me</sup> Irina Savelieva, Présidente du Groupe consultatif, et M. Andrei Maevski, Secrétaire, ont également souhaité la bienvenue aux participants.

5. Après la séance d'ouverture, la réunion a été organisée en cinq séances, à savoir:

- I. État actuel de la législation sur la propriété intellectuelle dans la Fédération de Russie
- II. État actuel de la législation assurant la défense des droits de propriété intellectuelle dans la Fédération de Russie
- III. Mesures assurant la défense des droits de propriété intellectuelle, et leurs incidences sur l'investissement étranger et intérieur
- IV. Organismes publics assurant la défense des droits de propriété intellectuelle – leurs structures et leurs fonctions
- V. Éducation et formation à la défense des droits de propriété intellectuelle

6. On trouvera ci-après un résumé des principaux points soulevés et des recommandations formulées au cours de chacune des séances susmentionnées. Vient ensuite une liste de mesures à prendre.

### **I. ÉTAT ACTUEL DE LA LÉGISLATION SUR LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DANS LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

7. La Présidente de la séance, M<sup>me</sup> Irina Savelieva, Présidente du Groupe consultatif de la CEE-ONU, a brièvement décrit la situation générale en ce qui concerne le respect des droits de propriété intellectuelle dans la Fédération de Russie et fait un tour d'horizon des dispositions législatives en vigueur et des mécanismes d'exécution, en renvoyant au document de travail établi par les consultants.

8. Il a été rappelé que la Fédération de Russie avait adopté ces dernières années plusieurs lois relatives à la propriété intellectuelle et adhéré à plusieurs conventions internationales majeures dans ce domaine. Dans l'ensemble, ces dispositions législatives sont conformes aux principes internationaux en vigueur et assurent une protection adéquate de la propriété intellectuelle. Dans le même temps, se référant au document de travail établi pour la visite de consultation, les représentants du Groupe consultatif ont appelé l'attention des participants sur plusieurs

dispositions législatives que le Gouvernement de la Fédération de Russie pourrait peut-être réviser ultérieurement.

9. Les représentants du Gouvernement ont informé les participants des modifications qu'il était prévu d'apporter à la législation russe sur la propriété intellectuelle en vue de l'améliorer et de renforcer la protection des droits. Plusieurs projets de loi actuellement à l'étude visent à aligner la législation russe sur l'Accord sur les ADPIC de l'OMC et sur d'autres traités internationaux.

## **Brevets**

10. La discussion s'est engagée au sujet de la loi sur les brevets adoptée le 14 octobre 1992 et modifiée ultérieurement. Les représentants de Rospatent ont indiqué qu'aux termes de la loi, le titulaire d'un brevet avait le droit exclusif d'utiliser l'invention brevetée, y compris le droit d'interdire à des tiers d'«utiliser» cette invention. Les amendements qu'il est prévu d'apporter à la loi sur les brevets comportent une liste des activités qui peuvent être interdites par le titulaire d'un brevet, en particulier la fabrication, l'utilisation, la vente, l'offre à la vente, l'importation dans la Fédération de Russie et le stockage à ces fins des produits intégrant l'invention brevetée; les activités ci-dessus appliquées à des produits fabriqués directement selon la méthode brevetée; ainsi qu'à des moyens dont le fonctionnement et l'exploitation supposent automatiquement, conformément à son objet, l'utilisation de la méthode brevetée; enfin, l'application de la méthode brevetée. Ce droit exclusif est cependant limité par les dispositions relatives aux licences obligatoires.

11. Aux termes de la loi sur les brevets, une licence obligatoire peut être accordée quand une invention ou un échantillon industriel n'ont pas été utilisés ou l'ont été insuffisamment par le titulaire du brevet pendant quatre ans à dater de l'octroi du brevet ou pendant trois ans s'il s'agit d'un modèle utile. L'Office des brevets de la Fédération de Russie peut concéder une licence obligatoire à une tierce partie prête à utiliser un produit breveté si le titulaire du brevet ne parvient pas à prouver que des raisons valables expliquent sa non-utilisation ou l'utilisation insuffisante ou s'il refuse de conclure un contrat de licence. Les amendements projetés concernent entre autres l'examen par les tribunaux de la concession de licences obligatoires. La décision d'accorder une licence obligatoire peut être réexaminée par le tribunal si et quand les circonstances ayant conduit à délivrer cette licence cessent d'exister et s'il est peu probable qu'elles se présentent à nouveau.

12. Les projets d'amendements à la loi sur les brevets prévoient que les licences obligatoires seront accordées selon une procédure plus formelle conforme aux principes internationaux énoncés dans l'Accord sur les ADPIC. Les licences obligatoires ne pourront être accordées que par un tribunal. La décision de justice déterminera le montant, le calendrier et le bénéficiaire des redevances, les modalités d'utilisation de la licence et les possibilités de transfert de celle-ci à des tiers.

13. Au sujet de l'importation, les représentants de Rospatent ont expliqué que si le volume des importations d'un produit breveté répondait à la demande, l'importation pourrait être jugée comme constituant une utilisation suffisante pour empêcher l'octroi d'une licence obligatoire. En d'autres termes, l'importation est considérée comme l'un des moyens de rendre suffisant le volume du produit breveté.

14. Par ailleurs, la loi sur les brevets en vigueur stipule que l'utilisation de moyens intégrant des inventions brevetées, des modèles utiles et des échantillons industriels dans des situations d'urgence (calamités naturelles, catastrophes et accidents à grande échelle), assortie d'un versement compensatoire en faveur du titulaire du brevet, n'est pas considérée comme une violation des droits exclusifs de ce dernier. Le but des amendements projetés est de rapprocher cette disposition de celles de l'Accord sur les ADPIC. En cas de controverse au sujet des versements compensatoires dus au titulaire du brevet, c'est le tribunal qui tranche.

15. La loi sur les brevets et les amendements projetés ne contiennent aucune disposition sur les brevets dépendants. Toutefois, dans les cas où le détenteur d'un brevet est dans une situation telle que l'utilisation de son brevet reviendrait à léser un autre breveté, celui-ci peut demander une licence afin de pouvoir exploiter son brevet sans porter atteinte à un autre brevet. Conformément aux amendements projetés, une telle licence serait délivrée selon une procédure semblable à la procédure utilisée pour la concession de licences obligatoires.

16. Actuellement, la loi sur les brevets ne prévoit pas de prolongation de la durée d'un brevet pour les produits pharmaceutiques, médicaux et agricoles mais selon l'amendement projeté, la durée de la protection offerte pourra être étendue à la période requise pour obtenir des autorités compétentes les autorisations réglementaires nécessaires à l'utilisation de produits intégrant une invention brevetée, cette période ne pouvant cependant pas dépasser cinq ans.

17. Quant à la protection des secrets commerciaux (secrets d'affaires), elle est actuellement régie par les dispositions générales du Code civil. Les organes compétents travaillent actuellement à un projet de loi sur les secrets d'affaires. Les informations contenues dans un brevet ne peuvent être considérées comme des secrets d'affaires une fois le brevet publié. La législation antimonopole prévoit néanmoins un certain degré de protection pour les informations contenues dans un brevet après la publication de celui-ci.

## **Marques**

18. La discussion a eu pour point de départ la loi sur les marques de commerce, les marques de service et les appellations d'origine (loi sur les marques) entrée en vigueur en septembre 1992. Les représentants de Rospatent ont informé les participants des projets d'amendements à la loi sur les marques qui sont à l'étude.

19. La loi sur les marques actuellement en vigueur ne prévoit pas l'enregistrement d'une marque qui n'est pas spécifique. Toutefois, en l'absence de termes ou signes explicites, une personne demandant à faire enregistrer une marque peut fournir des preuves à l'appui d'un usage démontrant la spécificité d'une marque. Il est donc possible de présenter des preuves attestant que les consommateurs estiment qu'une marque est spécifique. Des marques qui en soi ne sont pas spécifiques peuvent donc être enregistrées sur la base de preuves de leur spécificité. Les amendements projetés ainsi que la législation existante autorisent le dépôt des demandes d'enregistrement avant que la marque ne soit utilisée. Les amendements permettraient également la non-utilisation d'une marque pendant trois ans sans que doivent être fournies de raisons valables.

20. Aux termes de la loi en vigueur, l'Office des marques n'est pas habilité à rejeter une demande d'enregistrement effectuée de mauvaise foi. Il peut cependant refuser une demande

au motif que la marque proposée est trompeuse. Actuellement, le titulaire d'une marque peut demander l'annulation de l'enregistrement d'une marque en cas de dépôt de mauvaise foi. Les amendements projetés contiennent une disposition autorisant l'Office des marques à rejeter une demande en cas de concurrence déloyale, conformément à l'article 3) 6 *bis* de la Convention de Paris ne fixant aucun délai à l'annulation d'un enregistrement effectué de mauvaise foi. La procédure d'annulation peut être mise en œuvre par une tierce partie.

21. Une marque qui serait le nom usuel d'une autre société ne peut être enregistrée; sinon, l'enregistrement peut être annulé par l'Office des marques. Les infractions aux droits attachés aux marques commerciales sont soumises aux tribunaux d'arbitrage. Dans la Fédération de Russie, les noms commerciaux sont enregistrés par les instances juridiques locales chargées de l'enregistrement national des sociétés (par exemple, le Registre de Moscou) au moment de l'enregistrement de la société. Dans la pratique, deux procédures distinctes sont utilisées pour l'enregistrement d'une marque commerciale et d'une appellation commerciale.

22. Au sujet des marques «notoirement connues», plusieurs facteurs sont pris en considération pour déterminer si une marque peut être protégée en tant que marque célèbre conformément à la loi en vigueur. Certains de ces facteurs sont les suivants:

1. Utilisation de la marque à l'intérieur de la Fédération de Russie et à l'extérieur;
2. Connaissance qu'ont les consommateurs russes de la marque dans le secteur concerné;
3. Temps écoulé depuis que la marque est considérée comme «notoirement connue».

Les projets d'amendements contiennent une disposition qui permettrait d'étendre la protection des marques «notoirement connues» à des biens et services différents à la condition que la marque ait été enregistrée. Ce type de protection n'est cependant pas accordé aux marques «notoirement connues» qui, avant d'être reconnues comme telles, n'ont pas été enregistrées en tant que marques ordinaires. Cette approche est conforme à l'Accord sur les ADPIC.

23. Les titulaires de marques désireux de faire reconnaître leurs marques comme «notoirement connues» doivent en faire la demande à l'Office des brevets. Ceux à qui est refusée cette reconnaissance peuvent s'adresser aux tribunaux. Il n'est pas prévu de s'adresser directement aux tribunaux sans passer d'abord par l'Office des brevets. Actuellement, les frais varient selon que le requérant est une entité russe ou étrangère. Le tarif de 1 600 roubles pour les Russes et de 1 600 dollars des États-Unis pour les étrangers. La possibilité d'appliquer un tarif uniforme est actuellement à l'étude.

24. Les projets d'amendements à la loi sur les marques ne concernent pas le principe de l'épuisement de sorte que les dispositions nationales en vigueur devraient être conservées.

25. Les contrats de licence de marque doivent être déposés auprès de Rospatent, faute de quoi ils sont considérés comme nuls. Une fois qu'un contrat de licence de marque est enregistré, le titulaire de la licence a les droits qu'aurait le propriétaire de la marque (ou les droits prévus par le contrat). Ainsi, l'utilisation de la marque par le titulaire de la licence donne au propriétaire de la marque l'assurance de satisfaire aux dispositions relatives à son «utilisation».

26. La législation actuelle et l'amendement proposé ne prévoient pas de licences obligatoires pour les marques.

### **Droit d'auteur**

27. Le débat a porté sur la loi relative au droit d'auteur et aux droits voisins (loi sur le droit d'auteur) adoptée en août 1993, et sur les amendements dont elle a ultérieurement fait l'objet. Des projets d'amendements à cette loi visent à y intégrer le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur et le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes, ainsi que des directives pertinentes de l'Union européenne.

28. Le droit d'auteur protège les ouvrages littéraires, artistiques et scientifiques quels que soient la valeur artistique des œuvres ou les moyens d'expression utilisés, alors que les droits voisins couvrent les droits des exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organisations de radiodiffusion, y compris de transmission par câble. Les droits voisins sont exercés sans préjudice du droit d'auteur.

29. La loi relative à la protection des logiciels et des bases de données est entrée en vigueur en septembre 1992, avant la loi sur le droit d'auteur. Cette dernière, qui est donc postérieure, couvre pratiquement toutes les questions traitées dans la loi sur la protection des logiciels et des bases de données, à l'exception de l'enregistrement volontaire de logiciels et de bases de données. En cas de conflit entre les deux, ce sont les dispositions de la loi sur le droit d'auteur qui sont appliquées.

30. Quant aux droits moraux, ils comprennent le droit à la paternité de l'œuvre, le droit au nom, le droit au respect de la réputation de l'auteur et le droit de publication, le droit de retrait compris. Des mesures ont été prises pour que le droit moral visant à protéger un auteur contre toute déformation, mutilation ou autre modification de son œuvre n'entre pas en conflit avec le droit patrimonial d'adaptation.

31. Les droits patrimoniaux comprennent le droit de reproduction, le droit de mise en circulation, le droit d'importation, le droit de représentation et exécution publiques, le droit de radiodiffusion, le droit de transmission par câble, le droit d'adaptation et le droit de traduction.

32. Les experts russes ont expliqué que le droit de mise en circulation par location incluait le droit de percevoir un revenu. À l'heure actuelle, la portée du droit de mise en circulation est la même pour les auteurs et les bénéficiaires de droits voisins. Les experts russes n'ignorent pas que selon la directive de l'Union européenne relative au droit de location et aux droits de prêt, il s'agit là de deux droits distincts qui ont d'ailleurs été en compte dans les amendements. De plus, ces amendements prévoient explicitement le droit de diffuser les œuvres et objets visés par les droits voisins conformément aux Traités de l'OMPI de 1996.

33. Au sujet de l'épuisement du droit de mise en circulation, les experts russes ont indiqué que des copies légales pouvaient être distribuées sans le consentement du détenteur du droit d'auteur/du droit voisin après la publication de l'œuvre dans la Fédération de Russie. Cette disposition reflète le principe de l'épuisement national bien qu'elle ne soit pas expressément énoncée dans la loi sur le droit d'auteur.

34. Certaines dispositions de cette loi ne correspondent pas à la Convention de Berne et aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC en matière de protection rétroactive mais les amendements projetés visent à introduire le principe de la protection rétroactive dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins.

35. Par ailleurs, les amendements projetés comporteront des dispositions pour la protection des mesures technologiques et des informations sur la gestion des droits. Des sanctions sont prévues en cas de destruction d'informations sur les mesures de protection technologique et la gestion des droits. Des sanctions précises seront incorporées dans les codes appropriés.

36. Rospatent a indiqué qu'un groupe interministériel s'occupait de la question des traités de l'OMPI. Les projets d'amendement intègrent les dispositions du Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur et du Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes. La ratification sera possible dès que les changements auront été apportés.

## **II. ÉTAT ACTUEL DE LA LÉGISLATION ASSURANT LA DÉFENSE DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DANS LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

37. Cette séance a été consacrée à l'examen de la législation destinée à combattre et à prévenir les atteintes à la propriété intellectuelle, notamment les sanctions pénales et administratives et les recours devant des juridictions civiles, ainsi que les mesures de contrôle aux frontières. Les participants ont également examiné les règles de procédure, pénale et civile, applicables aux délits d'atteinte à la propriété intellectuelle, et les améliorations qui pourraient être apportées. Enfin, ils se sont intéressés aux moyens de recours (et aux possibilités d'indemnisation) ouverts aux titulaires de droits de propriété intellectuelle en cas d'action judiciaire.

38. Le Président de la séance, M. Tim Trainer (IACC), a souligné combien il était important de disposer d'un système solide assurant le respect de la propriété intellectuelle et a invité les représentants de la Fédération de Russie à donner un aperçu de la situation dans ce domaine.

### **Mesures pénales**

39. Un représentant du Ministère de l'intérieur a indiqué que la Division des délits économiques du Ministère (il existe dans 89 régions des départements des délits économiques) comportait depuis 1999 un département spécial pour les atteintes à la propriété intellectuelle. Un service spécial de 31 personnes a également été créé en 2000 au sein du Département de la délinquance économique de Moscou.

40. Au sujet des sanctions, le Code pénal contient trois articles spécialement consacrés à la propriété intellectuelle: l'article 146 (violations du droit d'auteur et des droits voisins), l'article 147 (violations des brevets) et l'article 180 (atteintes aux marques). Si les violations du droit d'auteur sont punissables d'amendes et de peines de prison (jusqu'à deux ans en cas de délit simple et jusqu'à cinq ans en cas de circonstances aggravantes: groupe organisé et entente frauduleuse), aucune peine de prison n'est prévue pour les autres atteintes à la propriété intellectuelle. Le projet d'amendements à l'article 180 (atteintes aux marques) contient un nouveau paragraphe qui traite du crime organisé et de l'entente frauduleuse et prévoit une peine d'emprisonnement.

41. Répondant à la question sur le sens à donner à «préjudice significatif» en tant que critère de responsabilité pénale, le représentant de la police fiscale fédérale a informé la réunion que la Cour suprême de la Fédération de Russie donnerait une interprétation appropriée de cette notion quand un nombre suffisant de cas aurait été analysé.

42. Les atteintes à la propriété intellectuelle n'étant pas considérées comme des délits «graves», les organes d'exécution recourent au besoin à d'autres articles du Code pénal tels ceux qui visent la contrebande, les infractions contre les consommateurs, etc. En 1997, il y a eu 720 cas d'atteinte à la propriété intellectuelle, en 1998, 950; en 1999, 1 300 et en 2000, 2000, dont 1 117 cas de violations du droit d'auteur et des droits voisins. En 1999, 125 installations de production illicites ont été fermées et pour 30 millions de dollars des États-Unis de produits illicites ont été confisqués; en 2000, 334 unités de production ont été fermées et pour 50 millions de dollars des États-Unis de biens ont été confisqués.

43. Les articles 146, 147 et 180 du Code pénal ne mentionnent pas expressément la confiscation des produits illicites ainsi que du matériel et des équipements utilisés pour leur fabrication. Il est habituel que ces produits et équipements soient confisqués et exhibés comme preuves matérielles. Quand des copies et équipements illicites sont saisis, le titulaire des droits peut demander à prendre possession des copies illicites. La liquidation des équipements doit, elle, faire l'objet d'une décision de justice. Dans la pratique toutefois, le contrevenant peut être le propriétaire des copies illicites auquel cas il lui appartient d'en dresser un état comptable approprié. Les produits illicites qui n'apparaissent pas dans un bilan comptable peuvent être confisqués comme n'ayant pas de propriétaire. Ce genre d'affaire doit être mis en route par les organes de contrôle financier.

44. Le représentant de la cour d'arbitrage de Moscou a expliqué que celle-ci statuait sur la confiscation des produits illicites, qu'il y ait ou non demande de confiscation de la partie requérante. Les produits confisqués sont détruits ou remis au titulaire des droits. À Moscou, les destructions sont confiées à un organisme spécial appelé «Informzaschita». Si la cour ne décide pas la confiscation au civil, le titulaire des droits peut faire appel de cette décision.

45. Au sujet des sanctions administratives, le représentant de la police fiscale fédérale a expliqué que l'article 150-4 du Code des délits administratifs prévoyait expressément la confiscation des copies, du matériel et des équipements illicites. La décision doit cependant être prise par la cour.

46. Au sujet de la possibilité de confisquer les biens personnels du contrevenant, le représentant du Ministère de l'intérieur a noté que les articles traitant de la propriété intellectuelle ne prévoyaient pas de telles sanctions. Ce genre de mesure est cependant possible quand peuvent être appliqués d'autres articles du Code pénal prévoyant ce type de sanction.

47. Lorsque le responsable du délit reste introuvable, les copies illicites doivent être conservées comme preuve matérielle jusqu'à ce que l'affaire soit close. Quand le tribunal juge non coupable la personne accusée, le sort réservé aux produits en cause n'est pas clairement fixé.



## **Procédure pénale**

48. Selon la législation en vigueur, il incombe aux organes d'exécution de découvrir et d'identifier les infractions. Toutefois, comme les atteintes à la propriété intellectuelle relèvent de l'accusation privée, une procédure pénale ne peut être instituée en l'absence de plainte du titulaire des droits. D'après le représentant du Ministère de l'intérieur, l'une des tâches les plus difficiles est d'identifier le titulaire des droits. Il est proposé d'amender la législation relative à la procédure pénale et d'inscrire les cas concernant la propriété intellectuelle dans la catégorie relevant d'une accusation publique-privée.

49. Conformément au Code de procédure pénale, la police n'est pas autorisée à engager de poursuites pénales dans le domaine de la propriété intellectuelle. Ces affaires relèvent du ministère public. Cette disposition pourrait être amendée de manière à donner de tels pouvoirs aux autorités de police.

50. Toujours conformément au Code de procédure pénale, le délai dans lequel peut être menée une enquête est initialement de 10 jours, et de 30 jours pour les cas complexes. L'obstacle majeur, qui ralentit la procédure, tient à la nécessité de trouver des experts et d'obtenir leur avis au sujet des copies supposées illicites. Chacune d'entre elles doit être examinée faute de quoi les avocats de l'accusé auraient matière à faire appel.

51. Normalement, c'est le titulaire des droits qui déclare qu'il y a contrefaçon. Cela peut cependant poser un problème si la même personne – c'est-à-dire le titulaire des droits – est à la fois la victime et un expert. Des avis d'experts autorisés peuvent être donnés par le Centre d'expertise du Ministère de l'intérieur. Rospatent s'occupe de l'examen des cas concernant des marques. La législation ne contient aucune disposition précise à ce sujet. La question qui se pose est de savoir si une expertise donnée sera acceptée par le tribunal. La décision au sujet de l'expertise est prise par l'enquêteur, le parquet ou le tribunal. Les avis d'experts fournis par les organes chargés de faire appliquer la loi sont gratuits.

## **Mesures administratives**

52. Les représentants des organes russes d'exécution ont expliqué que les sanctions administratives prévues par le Code des délits administratifs concernaient uniquement les violations du droit d'auteur (art. 150-4). Il s'agit d'amendes dont le tribunal fixe le montant entre les deux valeurs extrêmes prévues par la loi. Bien que le montant des amendes ne soit pas élevé, la responsabilité administrative est généralement plus simple et plus efficace dans les cas de violations mineures du droit d'auteur. Surtout, l'article 150-4 prévoit expressément la confiscation des copies, du matériel et des équipements illicites. Les articles confisqués peuvent être remis à sa demande au titulaire des droits ou détruits.

53. Le nouveau Code administratif en cours d'examen au Parlement contient un nouvel article qui, en plus des violations du droit d'auteur, définit la responsabilité administrative dans les cas d'atteinte aux marques et donnera ainsi de nouveaux moyens d'assurer la protection des marques.

54. Le critère en fonction duquel la responsabilité administrative est distinguée de la responsabilité pénale est actuellement celui de «préjudice significatif». Des mesures pénales sont également prévues contre les délits plus graves, qui constituent un danger pour le public.

55. Le représentant du Ministère de la politique antimonopole et du soutien aux entreprises a informé les participants des sanctions disponibles dans le cadre de la loi antimonopole. Toute entreprise dont les droits de propriété intellectuelle sont violés par une autre entreprise peut adresser une requête au Ministère. Selon les résultats de l'examen de la requête, soit au bout de un à trois mois, le Ministère peut saisir une commission spéciale pour violation de la loi antimonopole. La commission, au sein de laquelle siègent les experts du Ministère, peut commander au contrevenant de mettre un terme à l'infraction et d'en effacer les conséquences. En cas de défaut d'obéissance, un organe antimonopole peut imposer des amendes administratives ou porter l'affaire devant des tribunaux.

### **Mesures douanières**

56. Le représentant du Comité des douanes de l'État a informé les participants des mesures de contrôle douanier disponibles dans la Fédération de Russie. L'article 10 du Code des douanes inclut la protection de la propriété intellectuelle dans le champ de responsabilités de l'administration des douanes. En revanche, il ne contient pas de dispositions particulières sur les mécanismes de protection de la propriété intellectuelle. Depuis 1998 toutefois, le Comité des douanes de l'État accepte les demandes que lui font des titulaires de droits pour la mise en œuvre de mesures douanières. Les documents suivants doivent être fournis: confirmation des droits de propriété intellectuelle, procuration (si nécessaire) et renseignements sur l'infraction (description des articles en cause), ainsi que tout autre renseignement supplémentaire pouvant être fourni par le titulaire des droits.

57. Le Code des douanes actuellement en vigueur n'autorise pas les services des douanes à agir en pleine conformité avec les dispositions de l'Accord sur les ADPIC dans la mesure où il leur est interdit de communiquer des informations au titulaire des droits en tant que tiers, ainsi que de lui donner la possibilité d'inspecter les articles saisis et de prendre des échantillons. Le nouveau Code des douanes adopté par le Parlement en première lecture contient un nouveau chapitre qui traite de la protection de la propriété intellectuelle et aborde effectivement ces problèmes. Au niveau de la CEI, il existe un projet de traité sur l'importation et l'exportation d'articles approuvé par le Conseil économique de la CEI.

58. Aux termes de la législation actuelle, les services des douanes n'ont pas autorité pour intervenir d'office mais le Code des douanes actuellement en projet remédiera à cette lacune. D'après le nouveau Code des délits administratifs, les services des douanes pourront établir des procès-verbaux officiels sur les infractions aux mesures douanières, y compris aux droits de propriété intellectuelle.

59. Selon la procédure de demande du nouveau Code des douanes, le requérant devra s'acquitter d'un droit d'enregistrement et verser une caution. Si des marchandises sont retenues, le service des douanes pourra demander un dépôt de garantie suffisant pour être indemnisé en cas de réclamation. Le délai fixé pour donner suite à une demande sera de deux ans (actuellement il est de un an). Les services des douanes demandent aux titulaires de droits de fournir le plus

de renseignements possible mais il n'est pas nécessaire de communiquer des données sur les envois effectifs.

60. Lorsque des marchandises sont retenues, les douanes disposent de 10 jours ouvrables pour les inspecter. Une attention toute particulière est donnée aux marchandises désignées par le titulaire des droits. Ce délai peut être encore prolongé de 20 jours ouvrables ou 31 jours calendaires. Si, pendant cette période, il apparaît justifié d'envisager une atteinte à la propriété intellectuelle, les douanes communiquent leurs informations aux autorités de police et au parquet. Le titulaire des droits peut engager une procédure civile.

61. Au sujet de la question des frais, le représentant du Comité des douanes de l'État a expliqué passé le délai de 20 jours, le coût de l'entreposage incombait à l'organe officiel ayant demandé la saisie des marchandises. Le tribunal décide ensuite à quelle partie doivent être imputées les dépenses; normalement c'est au défendeur. Les honoraires des experts sont en général acquittés par le titulaire des droits sauf dans les cas où des avis d'experts sont fournis par le Ministère de l'intérieur à la demande officielle de l'administration des douanes.

62. Au sujet de la possibilité d'obtenir des services des douanes des informations sur la société responsable de l'infraction, ses antécédents, ses activités, etc., les participants ont été informés que lorsque le nouveau Code des douanes serait entré en vigueur, de tels renseignements seraient disponibles au sujet des importateurs et des marchandises importées. Quant aux informations antidatéées, elles pourront être communiquées à partir de la date de l'enregistrement de la demande adressée aux douanes par le requérant ou de toute date déterminée par l'ordonnance du tribunal.

### **Mesures de droit civil**

63. Le représentant de la Cour d'arbitrage de Moscou a donné la liste des mesures applicables conformément au Code civil et à la législation relative à la propriété intellectuelle: confirmation des droits, interdiction d'actions portant atteinte à ces droits, imposition d'amendes, réparation des préjudices causés au titulaire des droits, compensation des revenus encaissés par le contrevenant et indemnisation obligatoire. Ces deux dernières mesures ne sont applicables qu'au droit d'auteur. En matière de propriété intellectuelle, la Cour d'arbitrage de Moscou traite environ 50 % de toutes les affaires de droit civil qui sont portées devant les tribunaux arbitraux de la Fédération de Russie.

64. Selon la législation en vigueur, seule la loi sur le droit d'auteur prévoit la confiscation obligatoire des copies illicites.

65. En ce qui concerne les demandes de dommages-intérêts et l'évaluation des préjudices, il a été confirmé que le principe de la réparation intégrale du préjudice existait en droit civil. Les montants sont calculés conformément aux dispositions générales du Code civil sur la base du prix des marchandises licites correspondantes et compte tenu du préjudice et du manque à gagner subis par le titulaire des droits. Quant à l'indemnisation obligatoire visée par le Code civil, son montant doit être indiqué par le demandeur qui doit fournir la preuve d'une violation de droits. Ce montant est finalement déterminé par le tribunal après examen des circonstances et des documents soumis.

66. Les dépenses liées au paiement de la taxe d'État et des frais de justice (expertise ordonnée par le tribunal, appel des témoins, examen des preuves sur place) sont remboursées en fonction du nombre de demandes de la partie requérante satisfaites par le tribunal. Les honoraires d'avocat ne concernent pas les frais de justice. Le remboursement des honoraires des avocats chargés de défendre les intérêts du titulaire des droits relève d'une ordonnance générale de procédure judiciaire. Quand l'affaire est tranchée en faveur du demandeur, celui-ci obtient généralement le remboursement de ses dépenses, honoraires des avocats compris.

67. Le représentant des autorités judiciaires a tenu à souligner à quel point il était important que le titulaire des droits soit actif, non seulement en présentant des preuves et des documents, mais aussi en soumettant des requêtes au cours de la procédure.

68. Au sujet des mesures conservatoires, les représentants du pouvoir judiciaire ont expliqué que conformément à l'article 75 du Code de procédure d'arbitrage, les tribunaux pouvaient prendre des mesures provisoires de sauvegarde de la plainte sur la base de la requête du demandeur. Le but de ces mesures est de garantir l'exécution de l'arrêt rendu par le tribunal, qu'il s'agisse par exemple d'interdire au défendeur et à des tiers de prendre certaines mesures relatives à l'objet de la plainte ou de saisir des biens ou moyens financiers du défendeur. C'est le juge qui procède seul à l'examen d'une demande de mesure conservatoire, et cela au plus tard le lendemain du jour où a été introduite la demande et sans les représentants du supposé contrevenant. Aux termes de la législation actuellement en vigueur, une demande de mesure conservatoire peut être introduite à n'importe quel stade du processus d'arbitrage, y compris au moment du dépôt de la plainte. Les amendements qu'il est proposé d'apporter au Code de procédure arbitrale prévoient la possibilité de prendre des ordonnances de mesures provisoires avant le dépôt de la plainte.

### **III. MESURES ASSURANT LA DÉFENSE DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET LEURS INCIDENCES SUR L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER ET INTÉRIEUR**

69. Cette séance a été consacrée à des échanges de vues sur l'ampleur des atteintes à la propriété intellectuelle dans la Fédération de Russie, le niveau de la piraterie de la propriété intellectuelle et ses effets sur l'économie russe, en particulier sur les secteurs à forte intensité de connaissances et la culture.

70. Au début de la séance, la Présidente, M<sup>me</sup> Marja Laitinen (Microsoft), a invité les représentants de l'industrie à donner leur point de vue sur les atteintes à la propriété intellectuelle dans la Fédération de Russie et les problèmes rencontrés par leurs industries.

71. Comme l'ont indiqué les représentants de la Fédération internationale de l'industrie phonographique (IFPI), le taux de piratage dans le secteur de l'enregistrement musical est en moyenne de 65 % pour les disques compacts et atteint 90 % dans certaines régions. D'après la Business Software Alliance (BSA), ce taux est de 85 à 90 % pour les logiciels informatiques, ce qui représente des pertes de plus de 500 millions de dollars des États-Unis.

72. Le représentant de Proctor & Gamble a exposé les problèmes particuliers que pose le piratage lorsque la contrefaçon n'est pas manifeste. En matière de répression, le plus difficile est notamment d'agir sur les marchés libres. Quant à l'industrie du tabac, elle doit faire face depuis deux ans à un niveau élevé de piratage et d'importation de cigarettes fabriquées illégalement.

73. Le représentant de la Société des auteurs russes a noté que l'un de ses problèmes les plus sérieux était celui du piratage dans le domaine de la radiodiffusion. Même les principales chaînes de télévision n'ont pas conclu de contrats de licence avec cette société forte de plus de 12 000 membres.

74. Les représentants du secteur de l'industrie russe ont confirmé que le crime organisé trouvait le piratage et la contrefaçon extrêmement lucratifs et était souvent encouragé dans cette voie par la faiblesse des amendes et des sanctions prévues par la législation. De plus, il trouve continuellement de nouveaux moyens d'utiliser à son profit les technologies nouvelles, profitant des failles du système de répression, etc. Internet, le format MP3 et d'autres procédés nouveaux sont très utilisés. Par exemple, de nombreux noms de domaines identiques à des marques existantes sont déposés par des parties inconnues (personnes morales et physiques russes).

75. Quant aux statistiques, aucune donnée précise n'est communiquée au public sur le nombre des affaires qui font l'objet d'enquêtes et sont portées devant les tribunaux. Depuis que la police a augmenté son activité, les enquêtes sont plus nombreuses mais très peu d'affaires font l'objet de procédures pénales. Des sanctions telles que les peines d'emprisonnement sont extrêmement rares.

76. La sensibilisation du public reste un sérieux problème. Le public n'est pas prêt à payer pour des produits qui ont une valeur juridique, comme les logiciels, ce qui signifie que la mauvaise qualité n'est pas l'important. Les médias eux-mêmes considèrent parfois le piratage comme une forme de publicité. Nombreux sont les gens qui n'ont pas l'impression de commettre un délit quand ils portent atteinte à la propriété intellectuelle.

77. Les titulaires des droits cherchent continuellement à corriger la situation. Ainsi, l'industrie de la musique a créé une récompense pour les journalistes qui soulèvent le problème du piratage de façon sérieuse et professionnelle. Les participants ont également noté que les titulaires de droits comme les organes gouvernementaux devraient intensifier leurs campagnes de sensibilisation.

78. Le représentant de Rospatent a fait observer que l'attitude du public correspondait aussi à une réalité économique, les copies légales étant souvent inabordables. Les titulaires de droits devraient en tenir compte quand ils déterminent leur politique des prix. Certaines sociétés de logiciels savent très bien utiliser le facteur prix pour certaines versions de logiciels et ont organisé des campagnes spéciales pour l'échange de copies piratées contre des copies légales. D'autres participants toutefois ont souligné que les sociétés multinationales auraient du mal à appliquer ce genre de politique pendant une longue période.

79. Relevant les problèmes pratiques posés par la défense des droits de propriété intellectuelle, de nombreux représentants des titulaires de droits ont indiqué que les organes d'exécution auraient besoin de recevoir une formation plus poussée afin de pouvoir reconnaître les contrevenants et leurs méthodes et de coopérer plus étroitement avec les titulaires de droits.

Souvent, la police ne se soucie guère de combattre les atteintes à la propriété intellectuelle. Recueillir des preuves à l'intention des tribunaux peut être un sérieux problème car il est souvent demandé aux demandeurs de l'industrie de fournir les contrats conclus avec l'artiste, l'auteur ou le concepteur de logiciels, ce qui impose une charge inutile au titulaire des droits.

80. À propos de la législation, les titulaires de droits ont relevé en particulier l'absence de procédures non contradictoires, l'absence de présomption de propriété pour les droits voisins et noté que la notion de «préjudice significatif» était trop vague.

81. Tout en examinant ce qui pourrait être fait pour faciliter la défense des droits de propriété intellectuelle, les représentants des autorités judiciaires ont vivement engagé les titulaires de droits à jouer un rôle plus actif et à fournir des preuves plus solides. Les demandeurs devraient en particulier se montrer plus actifs si l'on considère que les tribunaux civils ont le rôle d'arbitre et ne peuvent engager de procédures comme ils l'entendent.

82. Les titulaires de droits ont souligné qu'ils étaient tout à fait prêts à envisager des procédures civiles pour faire respecter leurs droits mais que les tribunaux n'étaient souvent pas disposés à appuyer leurs requêtes en cas de demandes d'indemnisations importantes. Par ailleurs, les titulaires de droits ne cherchent pas uniquement à obtenir le versement de dommages-intérêts mais aussi à faire sanctionner un délit, ce qui fait que les procédures civiles seules ne sont pas suffisantes.

83. Les participants à la réunion sont convenus qu'une défense plus efficace des droits de propriété intellectuelle pourrait contribuer à l'élargissement du marché local, encourager l'investissement étranger et intérieur et augmenter les rentrées fiscales de l'État. Par ailleurs, aux fins des campagnes de sensibilisation du public, il est essentiel que les titulaires de droits et les structures gouvernementales conjuguent leurs efforts. De telles campagnes doivent être axées sur le public dont il s'agit d'obtenir le soutien.

#### **IV. ORGANISMES PUBLICS ASSURANT LA DÉFENSE DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, LEURS STRUCTURES ET LEURS FONCTIONS**

84. Au cours de cette séance, les participants ont examiné la structure des organes de contrôle du Gouvernement de la Fédération de Russie. Un débat s'est également engagé sur les moyens d'accroître l'efficacité de ces organes, notamment sur le problème de la coordination entre les agents des différents organes de contrôle et l'appareil judiciaire. Les membres du Groupe consultatif ont procédé à un échange de vues sur la situation dans d'autres pays et proposé des améliorations au système de contrôle russe.

85. Le Président de la séance, M. Domenico Sindico (Rossotto and Associates) a indiqué que le manque de moyens financiers et humains des structures chargées de faire respecter la loi était un problème mondial. Toutefois, la nécessité de faire respecter les droits de propriété intellectuelle a pris ces dernières années une importance toute particulière avec l'intérêt croissant porté par la criminalité organisée au secteur de la contrefaçon. La principale raison de ce changement est que les activités criminelles traditionnellement aux mains des syndicats du crime organisé, comme la production et le trafic de drogues, présentent un risque de lourdes sanctions pénales et de pertes monétaires importantes. Par contraste, les sanctions pour atteinte aux droits

de propriété intellectuelle, par exemple dans les cas de piraterie numérique qui nuisent tant aux industries de la musique, des logiciels et du cinéma, sont extrêmement faibles alors que les profits sont élevés si bien que le risque d'être pris vaut d'être couru. Cette situation nouvelle a déjà conduit de nombreux pays, dont l'Italie, à durcir leur législation sur les droits de propriété intellectuelle.

86. Le représentant du Ministère de l'intérieur a expliqué qu'en Russie, le titulaire des droits devait faire une déposition pour que puisse être engagée une procédure pénale (accusation dite privée). Par ailleurs, la police ne peut engager de procédures pénales, ce qui est du ressort du parquet. La police ne peut donc agir d'office. Un autre problème pratique non négligeable qui risque de compromettre une enquête dès le début, est de savoir comment la police identifiera et contactera le titulaire des droits.

87. De plus, c'est au titulaire des droits qu'il appartient d'identifier les produits supposés contrefaits car dans bien des cas, la police n'a ni les connaissances ni les ressources voulues. L'aide des titulaires lésés est d'autant plus nécessaire que certains produits contrefaits sont assez sophistiqués. À l'heure actuelle, la plupart des titulaires sont représentés à Moscou et à Saint-Petersbourg, mais faute de temps et de ressources, ils hésitent à se rendre dans les régions les plus lointaines. Les enquêtes sur les atteintes à la propriété intellectuelle demandent en général beaucoup de personnel et de temps et les services de police auraient besoin à la fois d'une formation et d'une assistance technique. Ainsi, l'IFPI et les laboratoires locaux du Centre d'expertise (de police scientifique) du Ministère de l'intérieur ont organisé des cours pour aider les experts des laboratoires de tout le pays à identifier les enregistrements musicaux piratés et à avoir des sources initiales d'information pour localiser les titulaires des droits.

88. Des séminaires internationaux de formation axés sur des problèmes plus pratiques devraient être organisés avec des spécialistes de l'application des règles du droit occidental et les titulaires de droits. L'article 180 (atteintes aux marques) du Code pénal, également en train d'être amendé, est actuellement insuffisant pour combattre les délits relevant de la criminalité organisée et devrait prévoir des sanctions plus dures contre ce type de piraterie. Pour ce qui est des changements qui vont être apportés aux articles 146 (violations du droit d'auteur et des droits voisins) et 147 (atteintes aux brevets), l'aide du Parlement sera nécessaire pour donner davantage d'efficacité à ces dispositions et les rendre conformes à l'Accord sur les ADPIC. En même temps, le représentant du Ministère de l'intérieur a relevé la passivité relative des titulaires de droits qui négligent souvent de soumettre leurs dépositions, pourtant obligatoires pour engager une procédure pénale.

89. Le représentant de l'Association phonographique russe a déclaré ne pas partager entièrement les vues du représentant du Ministère de l'intérieur. Les titulaires de droits ont des problèmes considérables à surmonter et les petites et moyennes entreprises locales en particulier doivent se battre pour survivre. À la suite de la crise financière de 1998, de nombreuses sociétés d'enregistrement musical ont disparu mais d'autres ont malgré tout continué de fonctionner et de combattre la piraterie avec l'IFPI et «Informzaschita». La plus grande partie des produits contrefaits, en particulier dans les régions, sont vendus à des prix si bas que les titulaires de droits ne peuvent tout simplement pas concurrencer les pirates. De nouvelles mesures de répression et des politiques plus actives de la part des titulaires de droits dans les régions sont certes nécessaires et importantes mais nombreux sont ceux qui ne peuvent se permettre de lancer des programmes régionaux en raison de la situation économique.

90. Le représentant de la Société des auteurs russes s'est déclaré d'accord avec le précédent intervenant. La société est souvent sollicitée par la police et le Bureau du Procureur qui lui demandent de les aider à recueillir les dépositions de titulaires de droits mais cela pose un véritable problème. En fait, 99 % des auteurs sont des individus qui ont peur de signer les dépositions requises par l'article 146. Les pirates sont bien protégés. La police devrait donc comprendre la situation et il faudrait s'employer à changer les règles en vigueur qui sont à l'origine de ces problèmes. Souvent, le demandeur n'est pas en mesure de présenter de preuves du préjudice subi. Conformément à la lettre d'information n° 47 en date du 28 septembre 1999 de la Cour suprême d'arbitrage de la Fédération de Russie, l'indemnisation, visée à l'article 49 de la loi sur le droit d'auteur, ne peut être accordée que si est établie la preuve d'une utilisation illicite, c'est-à-dire la preuve d'une violation de droits mais non la preuve d'un préjudice. Le montant de l'indemnisation est fixé par le tribunal sur la base de faits concrets.

91. Les participants de la Fédération de Russie ont également expliqué la structure des principaux organismes publics chargés de faire respecter le droit de la propriété intellectuelle et certains des problèmes avec lesquels ils sont confrontés.

92. Au Ministère de l'intérieur, deux divisions s'occupent de ces questions: la Division de la criminalité des affaires et la Division de la cybercriminalité. La première est avant tout chargée de combattre les délits économiques, dont les atteintes aux droits de la propriété intellectuelle, et dispose depuis 1999 d'une unité spécialisée dans ce domaine. Cette division a 89 antennes territoriales. La Division de la cybercriminalité est spécialisée dans les délits décrits dans certains articles du Code pénal, c'est-à-dire dans la criminalité informatique qui comprend entre autres les délits impliquant Internet et d'autres délits pour lesquels est utilisée l'informatique. Les enquêtes préliminaires concernant les cas d'atteinte à la propriété intellectuelle sont conduites par la police sous la supervision du Ministère de l'intérieur mais après cette phase, l'affaire est confiée au Service d'investigation du Bureau du Procureur qui est chargé de procéder aux enquêtes officielles et de décider d'engager ou non une procédure pénale.

93. Par ailleurs, sous l'autorité du Ministère de l'intérieur, la police municipale est chargée des sanctions administratives contre les violations du droit d'auteur et des droits voisins (art. 150-4 du Code des délits administratifs), qui sont des infractions mineures par rapport aux infractions visées par le Code pénal. La police municipale s'occupe d'identifier les atteintes au droit d'auteur et de soumettre des procès-verbaux aux tribunaux. Les affaires administratives sont confiées à un juge dans le cadre de la procédure simplifiée. Bien que la situation s'améliore progressivement, la police municipale manque encore de personnels compétents et d'expérience dans ce domaine.

94. La police fiscale fédérale a son bureau principal à Moscou et 89 antennes territoriales; il y a aussi à Moscou 36 agents de la police fiscale. La compétence de la police fiscale s'étend à plusieurs articles du Code pénal dont l'article 171 qui concerne l'entrepreneuriat illicite et les infractions contre les consommateurs (contrefaçons). Cette police n'est cependant pas habilitée à engager des procédures pénales de sorte que les affaires doivent être soumises aux organes d'exécution compétents.

95. À mesure que s'internationalisent les atteintes à la propriété intellectuelle, les services des douanes jouent un rôle de plus en plus vital dans la lutte contre les contrefaçons. Le bureau principal du Comité des douanes de l'État comporte une unité spécialisée dans les questions



de propriété intellectuelle ainsi que ses antennes – les postes de douane. Parmi les problèmes à signaler au sujet des douanes, figure entre autres la nécessité de faire figurer dans le Code des douanes, actuellement à l'étude au Parlement, des dispositions précises sur les droits de propriété intellectuelle. Sur le plan pratique, il faut signaler des problèmes avec les dépositions des titulaires de droits, l'entreposage des marchandises contrefaites et leur destruction.

96. Les titulaires de droits se sont plaints de ce que sur 10 actions pénales entamées par la police, une seulement fait ensuite l'objet d'une procédure pénale engagée par les procureurs et que une affaire pénale sur 10 va jusqu'aux tribunaux. L'absence de procédures civiles non contradictoires concernant la sauvegarde des preuves décourage sérieusement le recours au droit civil.

97. Pour que la police soit motivée, il faudrait que les cas portés devant les tribunaux soient plus nombreux et qu'il existe des précédents. Actuellement, on constate que plusieurs enquêtes sont entamées mais que quelques-unes seulement donnent lieu à des procédures judiciaires. Il est très important que les titulaires de droits participent activement à ces enquêtes car la police éprouve souvent des difficultés à les localiser et à obtenir l'expertise nécessaire, en particulier dans les cas difficiles impliquant par exemple des produits alimentaires et des parfums. Les affaires dans lesquelles sont soupçonnés de nombreux cas de contrefaçon sont particulièrement difficiles puisqu'il faut recueillir les avis d'experts ce qui retarde le moment où l'affaire est portée devant les tribunaux. Par ailleurs, les titulaires de droits ne cherchent pas toujours à connaître les suites de l'affaire une fois qu'ont été effectuées les perquisitions pour lesquelles la police a besoin de leur aide.

98. Il a été convenu que la coopération entre les titulaires de droits, la police et les autres organes chargés de faire respecter la loi devrait être renforcée. La procédure actuelle de vérification et d'expertise devrait en outre être simplifiée. En règle générale, les agents chargés de faire respecter les droits de propriété intellectuelle et de faire juger les infractions à ces droits dans le cadre de procédures pénales, civiles ou arbitrales ont une expérience limitée de ces affaires. En conséquence, des séminaires de formation, une assistance, des études de cas concrets et les conseils de spécialistes d'Europe occidentale seraient les bienvenus. Le représentant du Ministère de l'intérieur a indiqué qu'un nouveau plan interne était mis sur pied pour renforcer la coopération entre les différents organes d'exécution (les douanes, la police et Rospatent – les représentants de six organes s'occupant de questions de propriété intellectuelle), accroître l'efficacité des actions de coopération ainsi que de prévention et de répression des délits et régler différents problèmes posés par l'adhésion à l'OMC.

## **V. ÉDUCATION ET FORMATION À LA DÉFENSE DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

99. Au cours de cette séance, les participants ont examiné les activités d'éducation et de formation à la protection de la propriété intellectuelle proposées jusqu'ici à la police, aux services des douanes, aux magistrats, aux membres du parquet et aux autres agents concernés du secteur public. Au début de la séance, la Présidente, M<sup>me</sup> Olivia Regnier (IFPI), a demandé aux participants d'indiquer ce que leur avait apporté l'expérience des années passées et des programmes précédemment exécutés.

100. Le représentant du Comité des douanes de l'État a signalé que des activités de formation extrêmement utiles avaient récemment eu lieu, notamment dans le cadre d'un séminaire pratique sur les mesures douanières organisé en 1998 avec des représentants des titulaires de droits par l'Organisation mondiale des douanes et le programme des TACIS de la Commission de l'Union européenne. Ce séminaire s'est révélé extrêmement utile puisque des informations y ont été données sur la législation et la situation dans d'autres pays, ce qui revêt une importance considérable, mais les agents des douanes habitant des régions éloignées n'ont pu y assister faute de moyens financiers, ce qui en a limité l'efficacité. De ce point de vue, il serait donc particulièrement important que l'Administration des douanes organise des activités de formation dont puissent bénéficier les postes de douane des régions puisque ce sont les autorités régionales qui sont chargées de la protection des frontières.

101. La formation des agents des douanes est actuellement d'autant plus essentielle que le nouveau Code des douanes contient un nouveau chapitre sur la protection de la propriété intellectuelle. Il serait utile d'avoir davantage de précisions sur l'expérience qu'ont les pays occidentaux du système qui consiste à intervenir sur demande et de celui qui permet d'intervenir d'office (États-Unis d'Amérique, France). Il serait en particulier important d'obtenir des renseignements sur les logiciels utilisés par les administrations des douanes d'autres pays comme REACT et MUSIC. Grâce aux systèmes de communications électroniques, les postes de douane distants les uns des autres pourraient aussi échanger des informations. L'expérience d'autres très grands pays (les États-Unis d'Amérique et le Canada) serait également utile pour ce qui concerne les communications entre les services centraux et locaux des douanes.

102. Il serait par ailleurs utile que puisse être dispensée une formation sur les méthodes de saisie et de restitution des biens en vigueur dans les autres pays ainsi que sur les actions de coopération entre les administrations des douanes des différents pays. Enfin, pour obtenir de meilleurs résultats, il serait important que soient organisées des activités de formation dans d'autres pays et créés des groupes de travail internationaux avec des agents des douanes et des titulaires de droits étrangers.

103. Plusieurs participants ont insisté sur la nécessité de prévoir une formation spécialisée à la détection des produits piratés et contrefaits et des atteintes à la propriété intellectuelle. Très rares sont les agents des douanes qui reçoivent ce type de formation et ils sont pratiquement tous à Moscou. Il n'y a pas de personnel qualifié dans les provinces.

104. Le représentant des conseils russes en brevet a fait observer que cette profession n'était vieille que de 10 ans dans la Fédération de Russie et que le niveau des conseils locaux en brevet était extrêmement variable. Certains sont très compétents mais la plupart n'ont que peu ou pas d'expérience pratique. À cet égard, il serait très important qu'ils puissent participer à des conférences à l'étranger mais tous les pays n'accordent pas facilement de visas, ce qui est très dissuasif.

105. Le juge de la Cour d'arbitrage de Moscou a affirmé qu'aucun juge ne pourrait refuser une formation et que l'étude des traités internationaux ainsi que de la façon dont les autorités judiciaires étrangères défendent les droits de propriété intellectuelle serait particulièrement importante, notamment par le biais d'études de cas ou de programmes interactifs du même type. En 1996-1997, les États-Unis d'Amérique ont invité un groupe de magistrats à un programme

de formation à Washington, mais il n'y avait pas à l'époque de juges spécialisés. Une telle initiative serait aujourd'hui beaucoup plus utile.

106. Le représentant de la police fiscale fédérale est convenu de l'importance de la formation, ajoutant que les magistrats, les membres du parquet, les agents de la police et les agents des douanes devraient être formés ensemble afin de mieux coordonner leurs actions. Peut-être serait-il pratique de donner des cours axés sur des domaines bien précis de la propriété intellectuelle ou même des produits particuliers, par exemple les produits spécialement taxés comme le tabac. Il a également été noté qu'il était important d'avoir accès à des informations de droit international.

107. Le représentant de l'Institut fédéral de la propriété industrielle a souligné que les magistrats, les agents de la police et les agents des douanes manquaient souvent de connaissances de base dans le domaine de la propriété intellectuelle. Les manuels et les guides à ce sujet sont très recherchés. Les universités russes n'offrent à l'heure actuelle aucun cours sur les droits de propriété intellectuelle mais le Ministère de l'éducation a entrepris de remédier à la situation. L'Institut, qui est placé sous l'autorité de Rospatent, pourrait préparer de la documentation pour des activités de formation et le programme d'études universitaires prévu.

108. Le représentant de Rospatent a indiqué que cet organisme organisait régulièrement des séminaires et des conférences sur la propriété intellectuelle en coopération avec l'OMPI, l'Office européen des brevets et d'autres organisations. Avec l'OMPI, Rospatent prépare actuellement un séminaire qui sera spécialement consacré à la défense des droits de propriété intellectuelle. Les séminaires, les conférences et les stages sont utiles mais ne bénéficient qu'à un petit nombre de personnes. Ainsi, pour la formation et l'information du plus grand nombre possible de magistrats, procureurs et autres représentants de la loi, il serait utile de pouvoir disposer de manuels, de vidéos et d'autres documents qui pourraient être distribués dans tout le pays.

109. Le représentant de la société des auteurs russes a mentionné plusieurs séminaires organisés à Moscou ou Saint-Petersbourg dans le cadre du programme TACIS. Il a ajouté que le moment était maintenant venu d'organiser des séminaires et des programmes de formation dans les régions pour que les provinces puissent être touchées et suggéré que la documentation de ces séminaires soit publiée.

110. Le représentant de l'OMPI a fait le point de la collaboration entre l'OMPI et les autorités de la Fédération de Russie, qui fait l'objet d'un programme spécial. Ce dernier propose des activités diverses dont un cours sur Internet, dont le contenu est actuellement traduit en russe avec l'aide de Rospatent. Ces outils pourraient contribuer utilement à la formation des agents d'exécution dans les régions. La Fédération de Russie étant actuellement en train de négocier son adhésion à l'OMC, ce qui suppose qu'elle mette en œuvre l'Accord sur les ADPIC, l'OMPI est prête à collaborer pour rendre la législation russe conforme aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC et traiter les problèmes qui se posent, par exemple celui de la procédure non contradictoire, dans le cadre des séminaires de formation qu'elle organise.

## **AUTRES MESURES**

111. Les participants ont décidé que le projet de rapport de la visite de consultation serait soumis en juin 2001 à Rospatent, auquel le Gouvernement de la Fédération de Russie avait demandé de coordonner les activités des ministères et organismes nationaux en relation avec le Groupe consultatif. Rospatent devait communiquer au Groupe consultatif ses commentaires, corrections et précisions et compléter au besoin ce rapport.

112. Si Rospatent en exprimait le souhait, plusieurs membres de l'Équipe spéciale ayant participé à la visite de consultation étaient disposés à se rendre à nouveau dans la Fédération de Russie pour de nouvelles consultations.

113. Rospatent a examiné les recommandations formulées à l'issue de la visite de consultation et, sur la base de ces recommandations, a étudié la possibilité d'élaborer un plan d'action, y compris dans les domaines où le Groupe consultatif pourrait fournir à nouveau une aide. Rospatent a communiqué les résultats de ce travail au secrétariat de la CEE-ONU le 30 septembre 2001.

114. Les résultats de cette visite de consultation ont été communiqués au Groupe consultatif de la CEE-ONU sur la protection et la mise en œuvre des droits de propriété intellectuelle pour l'investissement à sa troisième session, en octobre 2001.

---

## Annex 1

## LIST OF PARTICIPANTS

<b>Mr. Utin Andrey</b> <b>Government Administration</b> Consultant Tel.: + 205 5035 Fax: + 205 5309	<b>Mr. Zolotarevsky Alexei</b> <b>Government Administration</b> Consultant Tel.: + 205 6870 Fax: + 205 4547
<b>Mr. Shelisch Peter</b> <b>State Duma</b> Deputy Tel: + 292 9042 Fax: + 292 4883 E-mail: <a href="mailto:shelisch@duma.gov.ru">shelisch@duma.gov.ru</a>	<b>Mrs. Kurepina Valentina</b> <b>State Duma</b> Deputy Head of Unit, Legal Department Tel: + 292 3934 E-mail: <a href="mailto:lpa@duma.ru">lpa@duma.ru</a>
<b>Mr.s. Sizova Elena</b> <b>State Duma</b> Adviser Tel: + 292 9672 Fax: + 292 7271 E-mail: <a href="mailto:sizova@duma.gov.ru">sizova@duma.gov.ru</a>	<b>Mr. Gukasyan Leonid</b> <b>Ministry of Antimonopoly Policy and Entrepreneurial Support</b> Deputy Director of the Department Tel.: + 254 2218 Fax: + 254 8300
<b>Mrs. Chukovskaya Ekaterina</b> <b>Ministry of Culture</b> Deputy Minister Tel.: + 229 8224 Fax: + 229 7421	<b>Mrs. Lenevich Yulia</b> <b>Ministry of Economic Development and Trade</b> Principal Specialist Tel.: + 950 1351 Fax: + 950 1236 E-mail: <a href="mailto:lawyea@rambler.ru">lawyea@rambler.ru</a>
<b>Mrs. Petukhova Natalya</b> <b>Ministry of Economic Development and Trade</b> Principal Specialist Tel.: + 290 8240 Fax: + 251 6995	<b>Mr. Rudik Evgeny</b> <b>Ministry of Economic Development and Trade</b> Adviser, Legal Department Tel.: + 209 8240 Fax: + 251 6995
<b>Mrs. Moseychuk Tatyana</b> <b>Ministry of Industry, Science and Technology</b> Principal Specialist Tel.: + 229 7988 E-mail: <a href="mailto:introp@minstr.ru">introp@minstr.ru</a>	<b>Mr. Starostin Andrey</b> <b>Ministry of Interior</b> Senior Detective Inspector Tel.: + 239 5597 Fax: + 239 0862
<b>Mrs. Kulikova Elena</b> <b>Ministry of Foreign Affairs</b> Second Secretary Tel.: + 244 2825 Fax: + 241 1166	<b>Mr. Astakhov Eugeny</b> <b>Ministry of Justice</b> Deputy Director General Tel.: + 257 6993 Fax: + 257 6153 E-mail: <a href="mailto:info@faprid.ru">info@faprid.ru</a>

Mr. Kapran Nikolay <b>Ministry of Justice</b> Principal Adviser Tel.: + 257 6340 Fax: + 257 6153 E-mail: <a href="mailto:info@faprid.ru">info@faprid.ru</a>	Mr. Ashurkov Oleg <b>State Customs Committee</b> Deputy Head of Unit Tel.: + 975 3347 Fax: + 265 9904
Mr. Korchagin Alexandr <b>Russian Agency for Patents and Trademarks (Rospatent)</b> Director General Tel.: 243 5509	Mr. Bogdanov Nikolai <b>Rospatent</b> Deputy Director General Tel.: 240 2571
Mr. Bliznets Ivan <b>Rospatent</b> Deputy Director General Tel.: 240 3295 Fax: + 956 4374 E-mail: <a href="mailto:bliznets@rupto.ru">bliznets@rupto.ru</a>	Mr. Ashikhin Alexandr <b>Federal Institute of Industrial Property, Rospatent</b> Director Tel.: + 240 2586
Mrs. Alekseeva Olga <b>Federal Institute of Industrial Property, Rospatent</b> Deputy Director Tel.: + 240 5160	Mr. Negouliaev Gennady <b>Rospatent</b> International Cooperation Department Director Tel.: + 240 5075
Mr. Negouliaev Gennady <b>Rospatent</b> International Cooperation Department Director Tel.: + 240 5075	Mrs. Orlova Valentina <b>Rospatent</b> International Cooperation Department Deputy Director Tel.: + 240 6074 Fax: + 240 6578 E-mail: <a href="mailto:vorlova@rupto.ru">vorlova@rupto.ru</a>
Mr. Lebedev Igor <b>Rospatent</b> Legal Department Director Tel.: + 240 2444	Mrs. Orlova Natalya <b>Rospatent</b> Legal Department Deputy Director Tel.: + 240 6395
Mrs. Evdokimova Valentina <b>Rospatent</b> Head of Unit Tel.: + 240 5895 Fax: + 240 6579	Mr. Kononenko Yury <b>Rospatent</b> Head of Unit Tel.: + 240 5874
Mr. Polichtchuk Eugeny <b>Rospatent</b> Head of Unit Tel.: + 240 5566 E-mail: <a href="mailto:epoli@pol.ru">epoli@pol.ru</a>	Mr. Oplachko Vladimir <b>Rospatent</b> International Cooperation Department Director of Division Tel/Fax: + 240 6462 E-mail: <a href="mailto:yoplachko@rupto.ru">yoplachko@rupto.ru</a>
Mr. Kukushkin Alexandr <b>Rospatent</b> International Cooperation Department Deputy Director of Division Tel/Fax: + 240 5822	Mrs. Krylova Natalya <b>Rospatent</b> International Cooperation Department Principal Specialist Tel/Fax: + 240 5822

<p>Mr. Bitkov Serguey  <b>Chamber of Commerce of the Russian Federation</b>  Vice-President  Tel.: + 929 0009  Fax: + 929 0380</p>	<p>Mrs. Berlyand Bela  <b>Russian Phonographic Association (RPA)</b>  Chairperson of Board  Tel.: + 280 2876  Fax: + 280 4160  E-mail: <a href="mailto:intez-records@mtu-net.ru">intez-records@mtu-net.ru</a></p>
<p>Mr. Turkin Arkady  <b>Russian Authors' Society (RAO)</b>  Deputy Chairman of Board  Tel.: + 203 0092  Fax: + 200 1263</p>	<p>Mrs. Ananyeva Ekaterina  <b>Russian Authors' Society (RAO)</b>  Deputy Director of Department  Tel.: + 203 3260  Fax: + 200 1263  E-mail: <a href="mailto:rao@sntp.cnt.ru">rao@sntp.cnt.ru</a></p>
<p>Mr. Pozhitkov Igor  <b>International Federation of the Phonographic Industry (IFPI)</b>  Regional Director for Russia and CIS  Tel.: + 956 6057  Fax: + 956 2609  E-mail: <a href="mailto:ifpi_mew@aha.ru">ifpi_mew@aha.ru</a></p>	<p>Mr. Dragunov Vladimir  <b>International Federation of the Phonographic Industry (IFPI)</b>  Legal Adviser  Tel.: + 956 6057  Fax: + 956 2609  E-mail: <a href="mailto:ifpi_mew@aha.ru">ifpi_mew@aha.ru</a></p>
<p>Mr. German Valery  <b>Association of Patent Attorney</b>  President  Tel.: + 921 1372  Fax: + 923 8531  E-mail: <a href="mailto:agintels@dol.ru">agintels@dol.ru</a></p>	<p>Mrs. Myseva Marina  <b>PromGas</b>  Head of Patent Unit  Tel.: + 946 8936  Fax: + 946 8936</p>
<p>Mr. Biryulin Vladimir  <b>Gorodissky&amp;Partners</b>  Head of Unit  Tel.: + 937 1165  Fax: + 937 6104  E-mail: <a href="mailto:bir@gorodisski.ru">bir@gorodisski.ru</a></p>	<p>Mr. Meshcheryakov Vladimir  <b>Gorodissky&amp;Partners</b>  Deputy Head of Unit  Tel.: + 937 1165/6116  Fax: + 937 6104/6123  E-mail: <a href="mailto:pat@gorodisski.ru">pat@gorodisski.ru</a></p>
<p>Mr. Simkin Lev  <b>Latham&amp;Watkins</b>  Lawyer  Tel.: + 785 1234  Fax: + 785 1235  E-mail: <a href="mailto:lev.simkin@lw.com">lev.simkin@lw.com</a></p>	<p>Mr. Arieovich Eugeny  <b>Baker&amp;McKenzie</b>  Partner  Tel.: + 230 6036  Fax: + 230 6047  E-mail: <a href="mailto:eugene.ariovich@bakernet.com">eugene.ariovich@bakernet.com</a></p>
<p>Mr. Kramarenko Victor  <b>Procter&amp;Gamble –Russia</b>  Manager  Tel.: + 258 5888</p>	<p>Serguei Zotine  <b>WIPO</b>, Senior Councillor  Cooperation with certain countries in Europe and Asia  Tel: + 4122 338 91 26  Fax: + 4122 338 81 10  E-mail: <a href="mailto:Serguei.Zotine@wipo.int">Serguei.Zotine@wipo.int</a></p>

### UNECE Advisory Group Task Force

<b>Vicki Allums</b> U.S. Patent and Trademark Office, Office of Legislative and International Affairs U.S. Department of Commerce Box 4 Washington D.C. 20231, USA	Tel: +1 703 305 9300 Fax: +1 703 305 8885 E-mail: <a href="mailto:Vicki.Allums@USPTO.GOV">Vicki.Allums@USPTO.GOV</a>
<b>Barbara Baker</b> Magpie Links Ltd. PO Box 31313 London SW11 6WT UK	Tel: +44 (0) 20 7640 0020 Fax: +44 (0) 20 7207 3682 E-mail: <a href="mailto:barbara.baker@magpielinks.co.uk">barbara.baker@magpielinks.co.uk</a>
<b>James Kennedy</b> <b>Procter &amp; Gamble Ukraine</b> 2 <sup>nd</sup> Floor 34/33 Ivana Franka Street Kiev 252030 Ukraine	Tel: +380 44 490 0900 Fax: +380 44 462 0591/490 0944 E-mail: <a href="mailto:kennedy.jl.1@pg.com">kennedy.jl.1@pg.com</a>
<b>Marja Laitinen</b> Microsoft EEHQ Edisonstrasse 1 Unterschleissheim D-85716 Germany	Tel: +49 (0) 89/31 76-3852 Fax +49 (0) 89/31 76-3810 E-mail: <a href="mailto:marjal@microsoft.com">marjal@microsoft.com</a>
<b>Andrei Maevski</b> UNECE Secretariat Office 433 Palais des Nations Geneva CH – 1211, Switzerland	Tel: +41 22 917 3296 Fax: +41 22 917 0178 E-mail: <a href="mailto:Andrei.Maevski@unece.org">Andrei.Maevski@unece.org</a>
<b>D'Arcy Quinn</b> Philip Morris Avenue de Cour 107 1002 Lausanne Switzerland	Tel: +41 21 618 5181 Fax: +41 21 618 5068 E-mail: <a href="mailto:Quinn.D'Arcy@pmintl.ch">Quinn.D'Arcy@pmintl.ch</a>
<b>Olivia Regnier</b> IFPI – European Office Square de Meeûs, 19 B-1050 Brussels Belgium	Tel: +32 2 511 92 08 Fax: +32 2 502 3077 E-mail: <a href="mailto:olivia.regnier@ifpi.org">olivia.regnier@ifpi.org</a>
<b>Irina Savelieva</b> <b>Moscow City Bar Association</b> ul. Stromynka 21, str. 2 PO Box 450 Moscow 107014 Russian Federation	Tel: +7 095 761 0717 Fax: +7 095 269 3363 E-mail: <a href="mailto:Irina.savelyeva@mail.btinternet.com">Irina.savelyeva@mail.btinternet.com</a>



Domenico <b>Sindico</b> Rossotto and Associates Via Amedeo Avogadro 26 Turin 10121 Italy	Tel: +390 11 55 84 150 Fax: +390 11561 1206 E-mail: <a href="mailto:d.sindico@rossotto.it">d.sindico@rossotto.it</a>
Eugene <b>Sorokin</b> Magpie Links Ltd. PO Box 31313 London SW11 6WT UK	Tel: +44 (0) 20 7640 0020 Fax: +44 (0) 20 7207 3682 E-mail: <a href="mailto:eugene.sorokin@magpielinks.co.uk">eugene.sorokin@magpielinks.co.uk</a>
Timothy <b>Trainer</b> International AntiCounterfeiting Coalition, Inc. 1725 K Street, N.W. Suite 1101 Washington, D.C. 20006 USA	Tel: +1 202 223 6667 Fax: +1 202 223 6668 E-mail: <a href="mailto:ttrainer@iacc.org">ttrainer@iacc.org</a>

-----